

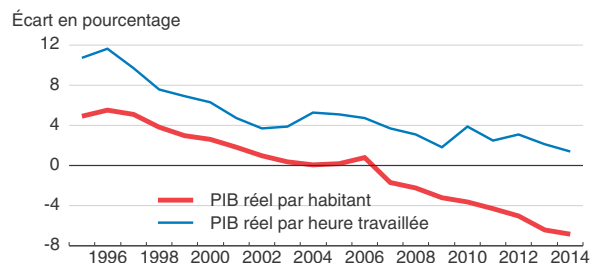
Résumé

- *Un niveau de vie élevé mais une croissance lente*
- *Il faut de nouvelles réformes structurelles pour un meilleur équilibre entre inclusivité et incitations à travailler*
- *De nouvelles mesures de politique prudentielle doivent être adoptées compte tenu des conditions monétaires actuelles*

Un niveau de vie élevé mais une croissance lente

La croissance de la productivité et de l'économie est à la traîne par rapport aux pays de l'OCDE les plus performants

Écart de performance par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE

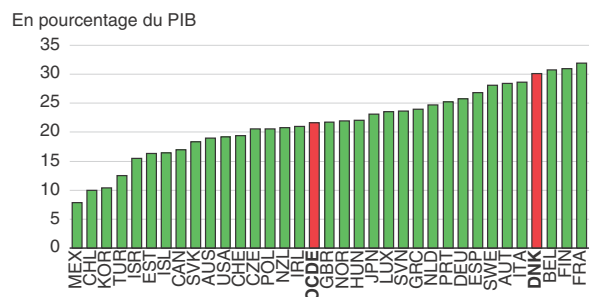


Source : OCDE, base de données d'Objectif croissance.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933352714>

Les Danois bénéficient de niveaux de vie et de bien-être élevés, qu'il faut d'abord mettre sur le compte de la volonté de réforme de ses gouvernements. Néanmoins, la reprise économique a été fragile et le PIB par habitant reste inférieur à son niveau d'avant la crise, même si le revenu national brut s'est vu dynamisé par une évolution favorable des termes de l'échange. L'investissement a été en demi-teinte et le pétrole de la mer du Nord a pesé sur la croissance. L'atonie des gains de productivité demeure problématique et pèse sur les perspectives de croissance à long terme d'une économie dont la population est vieillissante. Dans de nombreux domaines tels que certains services et le commerce de détail, un renforcement de la pression concurrentielle et de l'innovation serait bénéfique pour la croissance. Diverses réformes ont été lancées, mais il est possible d'aller plus loin, notamment en stimulant la concurrence, dans le commerce de détail et les pharmacies.

Il faut de nouvelles réformes structurelles pour un meilleur équilibre entre inclusivité et incitations à travailler

Le niveau des dépenses sociales est élevé

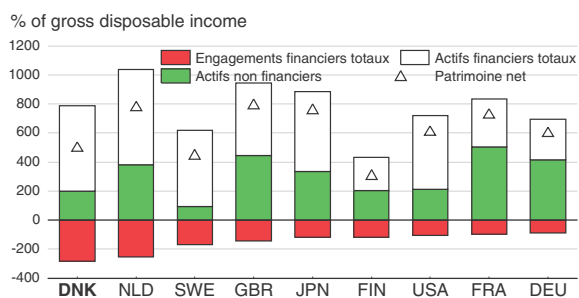


Source : Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933352728>

Pour rendre la croissance plus inclusive, il faut lever les obstacles au travail auxquels se heurtent certains groupes en marge du marché de l'emploi. L'allongement de la vie au travail devra s'accompagner de mesures appropriées. Le système de protection sociale, quoique coûteux, apporte un soutien généreux aux plus démunis. La situation des finances publiques est viable, pour autant que le taux d'activité et les incitations au travail restent élevés et que le coût des institutions de protection sociale puisse être limité. De ce point de vue, il conviendrait que la générosité des prestations ne réduise pas les incitations au travail, et il faut améliorer l'efficacité des mesures d'intégration destinées aux groupes marginalisés. Au chapitre des dépenses, il est possible de limiter les tensions sur les coûts en prenant de nouvelles mesures d'intégration des services de protection sociale et en ouvrant ce secteur à des prestataires privés.

De nouvelles mesures de politique prudentielle doivent être adoptées compte tenu des conditions monétaires actuelles

Le patrimoine des ménages est considérable et leur dette est une des plus élevées de l'OCDE



Source : OCDE, Base de données analytiques.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933352730>

Les conditions monétaires accommodantes qui prévalent actuellement pourraient entraîner l'apparition de déséquilibres intérieurs grandissants. Les taux d'intérêt négatifs contribuent au risque de formation d'une nouvelle bulle sur le marché du logement, et pourraient favoriser une prise de risques excessive de la part des ménages et du secteur financier. Toutefois, la croissance du crédit demeure atone. Pour atténuer les risques à terme, il conviendrait d'élargir le champ d'application des outils macroprudentiels à l'ensemble du pays, et il faut que la fiscalité du marché immobilier joue son rôle anticyclique. Par ailleurs, les autorités devraient s'employer à réduire la propension à l'endettement constatée dans les domaines du logement et du crédit, afin de limiter la vulnérabilité des ménages aux augmentations de taux d'intérêt.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Garantir la stabilité macroéconomique	
<p>La politique monétaire est très accommodante et les stabilisateurs automatiques ne peuvent jouer pleinement sur le marché du logement.</p>	<p>Réformer la fiscalité sur la propriété immobilière, y compris en réduisant la déductibilité des intérêts d'emprunt hypothécaire, et actualiser régulièrement la valeur des biens pour assurer la neutralité de la fiscalité entre les différents types d'actifs.</p>
<p>L'endettement élevé des ménages représente un facteur de vulnérabilité.</p>	<p>Encourager les établissements de crédit hypothécaire à utiliser plus largement des ratios service de la dette/revenu.</p> <p>Envisager d'élargir à l'ensemble du pays le champ d'application des « règles d'or » à vocation locale instaurées par l'autorité de régulation pour l'octroi des crédits hypothécaires dans les zones sensibles.</p>
<p>Le marché du logement locatif privé est insuffisamment développé.</p>	<p>Favoriser l'expansion du marché locatif privé en assouplissant la réglementation des loyers, tout en trouvant un juste équilibre entre la protection des propriétaires et celle des locataires.</p>
Préserver une croissance inclusive ainsi que le champ d'application et la générosité des institutions sociales	
<p>L'inactivité et le nombre de bénéficiaires de prestations sociales ont augmenté. Pour certains groupes, les incitations au retour à l'emploi ou à la prolongation de la vie active à un âge avancé sont faibles.</p>	<p>Réduire le taux effectif d'imposition du retour à l'emploi en réformant les régimes de prestations pour qu'il soit payant de travailler.</p> <p>N'accorder des pensions d'invalidité permanente qu'aux personnes caractérisées par une incapacité permanente de travail, indépendamment de leur âge.</p> <p>Réduire les contre-incitations et les obstacles au travail à un âge avancé qui découlent de la conception des régimes publics et professionnels de retraite.</p> <p>Améliorer la qualité et la mise en œuvre des programmes d'intégration destinés aux migrants.</p> <p>Contrôler le respect des obligations de travail par les bénéficiaires de prestations sociales.</p>
<p>Les institutions sociales sont coûteuses. Pour rester viables, elles doivent devenir plus efficaces.</p>	<p>Mieux mettre à profit l'autonomie des collectivités locales pour tirer les enseignements de la pluralité des approches dans la prestation de services sociaux, ce qui devrait permettre également de renforcer leur responsabilité quant aux résultats.</p> <p>Intégrer les services de protection sociale, de prévention et de réadaptation pour améliorer les prestations de services publics.</p> <p>Renforcer la responsabilité des médecins généralistes en matière de continuité des soins.</p> <p>Favoriser l'ouverture des services de protection sociale à des prestataires privés pour élargir l'offre tout en profitant de gains d'efficacité.</p>
<p>La croissance de la productivité a été lente.</p>	<p>Les autorités devraient réintroduire des objectifs chiffrés globaux pour mesurer l'incidence des mesures en faveur de la productivité sur le PIB. Il conviendrait d'affiner l'analyse des mesures en faveur de la productivité dans certains secteurs alors que dans d'autres, les réformes pourraient aller plus loin, notamment dans les secteurs de services non exportateurs et dans le commerce de détail.</p>